

(P)OSONS NOTRE AVENIR !

Le climat social de la fin d'année 2018 est plus que rude. La montée des violences, la pluralité des mouvements de contestation n'est pas de bon augure pour la classe politique, quelle qu'elle soit. Nous, représentants élus de votre ville, sommes affectés et souvent impuissants : la municipalité est elle-même impactée financièrement. En effet, nous sommes garants du budget de la collectivité territoriale qu'il faut équilibrer « coûte que coûte » avec de moins de marges de manœuvre !

Nous pouvons tous comprendre cependant ce désarroi, ces « galères » liées à des fins de mois impossibles, sans aucune perspective d'un « mieux », et même pire : des messages et des décisions politiques favorisant les plus riches (fin de l'ISF, fuites non maîtrisées de capitaux vers des paradis fiscaux, « flat tax » qui favorise le recours aux dividendes et donc les dirigeants des entreprises les plus riches...). Bref, en France, la juste répartition des richesses n'est pas notre réalité quotidienne.

Le plus embêtant, à notre sens, c'est que ce soit la taxe sur les carburants qui a engendré cette colère. Certes, c'est « la goutte d'eau qui fait déborder le vase » ; pourtant, la TVA est l'impôt le plus injuste et il ne fait réagir personne : pire, il est totalement intégré à nos habitudes quotidiennes ! Au final, la volonté d'amorcer une transition écologique a mis le feu, et cela, c'est plus que dommage car l'espèce humaine est en péril !

Alors pourquoi ne pas proposer d'imputer un pourcentage de la TVA, par exemple, pour la transition écologique ? Cet argent permettrait de poursuivre les politiques d'incitation à l'isolation thermique, de développer le ferro-routage voire

les voies navigables, de « remettre sur pieds » un réseau de transports en commun, de rembourser totalement les abonnements domicile/travail de toute mobilité collective (train, bus, tramway...), d'encourager le covoiturage et réfléchir à l'opportunité, dans un environnement urbain, à la voiture unique par ménage...

Toutes ces démarches peuvent se faire en stabilisant les budgets des ménages dans leurs dépenses voire, si on reverse une partie des milliards d'euros qui s'enfuient vers l'étranger, le SMIC et également l'ensemble des salaires les plus modestes pourraient être revus à la hausse.

Cela s'appelle des choix politiques.

Alors, tous autant que nous sommes, malgré nos divergences, faisons le vœu, en 2019 de nous battre pour notre avenir et non contre : ce changement de paradigme est le seul porteur pour l'humanité.

Meilleurs vœux cette nouvelle année 2019,

Caroline CARLIER,
pour le groupe
« Chenôve entre vos mains »

LE LOGEMENT, GRAND ABSENT DES MESURES MACRON

Dans ses promesses sur le pouvoir d'achat, le Président de la République n'a rien annoncé sur ce qui est devenu le premier poste de dépenses des ménages, celui qui a participé le plus, ces dernières années, à plomber leur pouvoir d'achat. Alors que les Français consacrent en moyenne plus de 18 % de leur revenu au logement», souligne Ian Brossat, candidat PCF aux européennes.

La facture s'est considérablement alourdie en deux décennies. Avant tout, en raison de l'explosion des loyers (+ 50 % entre 2000 et 2015) et des charges. Le logement représente aujourd'hui 23 % des dépenses contraintes (contre 10 % en 2010) qui ont, elles-mêmes, doublé depuis les années 1960, passant de 12 % du budget des ménages à 30 % en 2017... De quoi grignoter notre pouvoir d'achat.. Et notamment celui des catégories les plus modestes. Le logement représente ainsi 30 % des dépenses des ménages gagnant moins de 1300 euros par mois, mais seulement 10 % pour ceux au-dessus des 4200 euros mensuels.

Or, de ce constat, Emmanuel Macron n'en a pipé mot. Pis : sa politique aggrave la situation. Depuis qu'il est à l'Élysée, le logement a été utilisé comme une variable d'ajustement budgétaire. En tout, l'État devrait faire 4 milliards d'économies en 2020 sur le secteur, selon un calcul de la Fondation Abbé-Pierre (FAP). Les aides au logement (APL) ont concentré l'essentiel des attaques. Après leur réduction de 5 euros à l'été 2017, contribuant à forger l'image de « Macron, président des riches », le gouvernement a gelé leur montant en 2018. Pour 2019, ces APL, comme les autres minima sociaux, ont été désindexés : leur augmentation va être inférieure à celle de l'inflation (0,3 % contre près de 2 %).

Dernier traquenard en date, la modification de leur mode de calcul. Cette mesure est surtout destinée, comme ne l'a pas caché le ministère du Logement, à faire au moins 1,2 milliard d'économies. Et donc des perdants. Beaucoup de perdants : 1,2 million

d'allocataires devraient ainsi perdre tout ou partie de leurs APL.

Parmi les plus pénalisés, ceux dont le parcours est chaotique, fait de périodes d'emploi irrégulières et mal rémunérées, les jeunes, qui démarrent leur insertion dans la vie professionnelle, enchaînent les missions courtes.

La précarité énergétique des logements est l'autre parent pauvre de la politique gouvernementale. Entre la baisse des revenus, la hausse des prix de l'énergie et les passoires énergétiques, le problème affecte 13 millions de personnes. Dans ces différents discours, le président Macron s'est contenté d'annoncer une concertation sur la transition énergétique. Alors que la loi de 2015 prévoyait 500 000 rénovations thermiques par an, dont 200 000 pour les plus modestes, les budgets ont baissé de moitié les moyens pour réhabiliter ces bâtiments. La rénovation thermique est pourtant essentielle. Elle permet des gains considérables en matière de pouvoir d'achat. Les rénovations effectuées par Grand Dijon Habitat dans ses résidences de l'agglomération ont ainsi permis à des familles de faire jusqu'à 900 euros d'économies par an pour un T3.

C'est l'ensemble des Français qui auraient à bénéficier d'une refonte globale de la politique du logement, de la revalorisation des APL et de la construction de plus de logements sociaux.

Martino AMODEO,
Président du groupe
des élus communistes et républicains

2019 : GARDONS LE CAP ET AGISSONS ENSEMBLE !

L'année 2018 aura été, pour notre Pays, un moment de lourdes incertitudes et de vérités.

L'éclatement d'une triple crise sociale, sociétale et institutionnelle anxiogène aurait pu et dû être évité.

Nous sommes tous concernés et interpellés. Le temps du bilan démocratique viendra à son heure, mais aujourd'hui l'urgence est de travailler sans ambiguïté au bien-être du quotidien.

Lorsque la mer se démonte, le premier devoir de l'équipage est de garder le cap en préservant l'essentiel, les valeurs républicaines que nous avons en partage et l'unité de notre ville, condition de la préservation des plus fragiles et de notre avenir commun !

C'est le choix de notre majorité municipale sous la conduite de notre Maire, Thierry FALCONNET, garant de l'honnêteté et du respect du mandat que vous nous avez confié.

A Chenôve, nous agissons au quotidien avec l'ensemble de nos partenaires pour augmenter, toujours plus, la justice sociale, condition d'une fraternité retrouvée, socle de notre démocratie !

Nous nous engageons donc vers 2019 afin :

- d'agir au quotidien pour garantir la dignité de tous et permettre à chacun de trouver sa place.
- de renforcer les espaces communs, que nous avons créés depuis 2015, pour construire, ensemble, le Chenôve de demain.
- de répondre concrètement à la promesse républicaine, face à celles et ceux qui rêveraient de tirer un quelconque bénéfice de la violence et de la division.

La transparence et la co-construction d'un projet politique commun reste et restera au cœur de notre méthode, pour réhabiliter l'esprit public et l'action émancipatrice conduite sur notre ville.

C'est pourquoi, gardant le cap, nous abordons avec confiance et détermination l'année 2019 que nous vous souhaitons pleine de réussite et d'espérance.

Nous avons été, nous sommes et nous resterons fièrement à vos côtés !

Patrick AUDARD et Brigitte POPARD
Coprésidents du groupe
des élus socialistes, écologistes,
radicaux et républicains de progrès
03 80 51 56 35